

REUNIONS PUBLIQUES DE COMMISSIONS

MARDI 25 MARS 1986

COMMISSION DE LA JUSTICE

SOMMAIRE :

INTERPELLATIONS (discussion) :

- de M. Eerdekens au vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles (F.) sur « le caractère légal des activités de certains détectives privés ».

Discussion. — *Orateurs* : MM. Eerdekens, Olivier, ministre des Travaux publics, en remplacement de M. Gol, vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles (F.), p. 3.

- de M. Eerdekens au ministre des Relations extérieures sur « la présence en Belgique de l'ancien ministre des Finances et de l'Économie du dictateur haïtien M. Duvalier ».

Discussion. — *Orateurs* : MM. Eerdekens, Olivier, ministre des Travaux publics, en remplacement de M. Gol, vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles (F.), p. 4.

- de M. Pepermans au vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles (F.) sur « les problèmes que posent l'application de la loi du 1^{er} juillet 1964 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude ainsi que les anomalies constatées à la prison de Merksplas à l'occasion de la grève de la faim pratiqué par un interné ».

Discussion. — *Orateurs* : MM. Pepermans, Van den Bossche, Olivier, ministre des Travaux publics, en remplacement de M. Gol, vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles (F.), p. 5.

- de M. Mottard au vice-premier ministre et Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles (F.) sur « la pratique du Haut commissariat pour les réfugiés refusant de motiver ses décisions sur les demandes de reconnaissance et les conséquences qu'en tirent les tribunaux ».

1. Discussion. — *Orateurs* : MM. Mottard, Eerdekens, Olivier, ministre des Travaux publics, en remplacement de M. Gol, vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles (F.), p. 8.

2. Dépôt d'ordres du jour, p. 10.

OPENBARE COMMISSIEVERGADERINGEN

DINSDAG 25 MAART 1986

COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE

INHOUDSOPGAVE :

INTERPELLATIES (bespreking) :

- van de heer Eerdekens tot de vice-eerste minister en minister van Justitie en Institutionele Hervormingen (F.) over « het wettelijk karakter van de activiteiten van bepaalde privé-detectives ».

Bespreking. — *Sprekers* : de heren Eerdekens, Olivier, minister van Openbare Werken, ter vervanging van de heer Gol, vice-eerste minister en minister van Institutionele Hervormingen (F.), blz. 3.

- van de heer Eerdekens tot de minister van Eriteniandse Betrekkingen over « de aanwezigheid in België van de ex-minister van Financiën en van het Bedrijfsleven van de Haïtiaanse dictator Duvalier ».

Bespreking. — *Sprekers* : de heren Eerdekens, Olivier, minister van Openbare Werken, ter vervanging van de heer Gol, vice-eerste minister en minister van Justitie en Institutionele Hervormingen (F.), blz. 4.

- van de heer Pepermans tot de vice-eerste minister en minister van Justitie en Institutionele Hervormingen (F.) over « de problemen die rijzen aangaande de toepassing van de wet van 1 juli 1964 ter bescherming van de maatschappij tegen abnormalen en gewoontemisdadigers evenals de mistoestanden in de gevangenis te Merksplas bij gelegenheid van de hongerstaking van een geïnterneerde ».

Bespreking. — *Sprekers* : de heren Pepermans, Van den Bossche, Olivier, minister van Openbare Werken, ter vervanging van de heer Gol, vice-eerste minister en minister van Justitie en Institutionele Hervormingen (F.), blz. 5.

- de de heer Mottard tot de vice-eerste minister en minister van Justitie en Institutionele Hervormingen (F.) over « de handelwijze van het Hoog Commissariaat voor de Vluchtelingen dat weigert zijn beslissingen in verband met de aanvragen om erkenning te motiveren en de gevolgen die de hoven en rechtbanken daaruit trekken ».

1. Bespreking. — *Sprekers* : de heren Mottard, Eerdekens, Olivier, minister van Openbare Werken, ter vervanging van de heer Gol, vice-eerste minister en minister van Justitie en Institutionele Hervormingen (F.), blz. 8.

2. Indiening van moties, blz. 10.

COMMISSION DES FINANCES

SOMMAIRE :

INTERPELLATION (discussion) :

- de **M. Albert** au ministre des Affaires sociales et des Réformes institutionnelles (N.) sur « le projet d'instauration d'un système prolongeant les arrêtés royaux Monory-De Clercq ».

Discussion. — *Orateurs* : MM. **Albert**, **Eyskens**, ministre des Finances, **Vandenbroucke**, p. 10.

COMMISSION DE LA SANTE PUBLIQUE, DE LA FAMILLE ET DE L'ENVIRONNEMENT

SOMMAIRE :

INTERPELLATION (discussion) :

- de **M. Devolder** au ministre des Affaires sociales et des Réformes institutionnelles (N.) sur « les problèmes relatifs à la publicité concernant les spécialités pharmaceutiques, et plus particulièrement le nouveau médicament générique « Amoxi » (journal télévisé du 2 mars 1986) ».

Discussion. — *Orateurs* : MM. **Devolder**, **Dehaene**, ministre des Affaires sociales et des Réformes institutionnelles (N.), p. 15.

COMMISSIE VOOR DE FINANCIEN

INHOUDSOPGAVE :

INTERPELLATIE (bespreking) :

- van **de heer Albert** tot de minister van Sociale Zaken en Institutionele Hervormingen (N.) over « het plan om een systeem ter verlenging van de koninklijke besluiten Monory-De Clercq in te voeren ».

Bespreking. — *Sprekers* : de heren **Albert**, **Eyskens**, minister van Financiën, **Vandenbroucke**, blz. 10.

COMMISSIE VOOR DE VOLKSGEZONDHEID, HET GEZIN EN HET LEEFMILIEU

INHOUDSOPGAVE :

INTERPELLATIE (bespreking) :

- van **de heer Devolder** tot de minister van Sociale Zaken en Institutionele Hervormingen (N.) over « de problemen rond de reclame voor farmaceutische specialiteiten, inzonderheid betreffende het nieuw generisch geneesmiddel « Amoxi » (televisie-nieuwsuitzending van 2 maart 1986) ».

Bespreking. — *Sprekers* : de heren **Devolder**, **Dehaene**, minister van Sociale Zaken en Institutionele Hervormingen (N.), blz. 15.

N. C 29

COMMISSION DE LA JUSTICE

PRESIDENCE
DE
M. MOUREAUX

La réunion est ouverte à 10 h 35.

INTERPELLATIONS — INTERPELLATIES

Interpellation de M. Eerdekens au vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles (F.) sur « le caractère légal des activités de certains détectives privés »

Discussion

Interpellatie van de heer Eerdekens tot de vice-eerste minister en minister van Justitie en Institutionele Hervormingen over « het wettelijk karakter van de activiteiten van bepaalde privé-detectives »

Bespreking

M. le Président. — Mesdames, Messieurs l'ordre du jour appelle l'interpellation de M. Eerdekens.

Dames en Heren, aan de orde is de interpellatie van de heer Eerdekens.

La parole est à M. Eerdekens.

M. Eerdekens. — Monsieur le Ministre, mon interpellation résulte de la publication d'un article dans le quotidien *La Meuse-La Lanterne* du 27 janvier 1986. Comme d'autres, j'ai été surpris par cet article de presse, où l'on signalait qu'il y avait un « James Bond » à Bruxelles qui allait démanteler les tueurs fous du Brabant wallon. Ce n'était pas bien grave en soi comme titre, mais le contenu de l'article était inquiétant. On expliquait notamment que ce détective bruxellois avait engagé vingt motards, avec une vingtaine de grosses motos, pour un coût de 10 millions, que ces motards étaient tous des spécialistes du « close combat » et que chaque semaine ils étaient obligés de suivre des cours dans cette discipline. Cela me paraissait inquiétant comme première explication des activités de ce détective.

Ensuite, on expliquait, toujours dans cet article, à la page 18 de ce quotidien, que ces activités allaient du constat d'adultère — ce qui en soi est banal — au contre-espionnage industriel — ce qui l'est moins — ou même jusqu'à travailler comme barbouze pour certains gouvernements — étrangers, je suppose.

M. le Président. — Espérons-le!

M. Eerdekens. — D'autre part, était-il expliqué, on vit bien sûr à l'ère de l'ordinateur et des écoutes téléphoniques indécélables. Là aussi, j'étais inquiet, parce que jusqu'à preuve du contraire, les écoutes téléphoniques ne sont pas autorisées. Je sais qu'un projet est à l'étude pour les autoriser avec beaucoup de restrictions. Mais ici, il s'agit d'écoutes téléphoniques apparemment non autorisées et tout à fait illégales.

En fonction de cet article, le 18 février, j'ai estimé devoir poser trois types de questions :

Première question : Je voudrais savoir si cette agence était autorisée comme société de gardiennage par une délibération du conseil des ministres ; parce que si ce n'est pas le cas, ce ne pouvait être qu'une milice privée, prohibée par l'article 1^{er}, alinéa 1, de la loi du 29 juillet 1934 qui interdit les milices privées.

Deuxième question : Ces activités de contre-espionnage, ces activités de barbouzes pour certains gouvernements ! N'est-ce pas curieux ? Ne devraient-elles intéresser la Sûreté de l'Etat ?

COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE

VOORZITTERSCHAP
VAN
DE HEER MOUREAUX

De vergadering wordt om 10 u 35 geopend.

Et enfin, troisième question, ces écoutes téléphoniques indécélables ne sont-elles pas illégales ? Cela ne justifierait-il pas un examen attentif des activités de ce curieux détective ?

Puis, le même quotidien, comme d'autres d'ailleurs, a annoncé début mars l'arrestation de ce détective : ce James Bond bruxellois était en prison. C'était le titre de *La Meuse-La Lanterne* du 6 mars, donc moins de six semaines après le premier titre ronflant. Il n'y avait pas, à ce moment-là, de tueurs fous arrêtés, mais en tout cas le seul sous les verrous à l'époque était le James Bond bruxellois.

On pouvait lire dans cet article, comme dans d'autres parus dans certains quotidiens, que M. Bellemans, juge d'instruction, avait décidé de le mettre sous mandat d'arrêt pour diverses raisons, et parce qu'on avait retrouvé dans son agence du matériel d'écoute sophistiqué mais interdit, ce que je craignais lorsque j'avais sollicité d'interpeller à ce propos.

D'autre part, il était mis sous mandat d'arrêt sous le chef d'inculpation de violation de l'article 1^{er} de la loi du 29 juillet 1934 sur les milices privées. Et ce qui est plus grave encore, c'est que les enquêteurs — révèle cet article de presse — ont découvert une liste de numéros de téléphone et de télex que seuls certains policiers pouvaient connaître. Il n'y avait aucune raison qu'ils soient en possession de ce détective.

J'ai appris que la chambre du conseil avait confirmé pour un mois le mandat d'arrêt de cette personne, qui comparaitra dès lors dans les prochains jours pour une nouvelle confirmation ou pour sa libération.

Dès lors, les questions que j'ai posées le 19 février me paraissent avoir leur raison d'être, puisque manifestement les activités de ce détective privé étaient illégales. Je ne vais pas vous demander ce qu'il y a dans ce dossier, Monsieur le Ministre, car vous ne pourrez me répondre qu'une chose, à savoir que ce dossier est à l'instruction, que le secret de l'instruction est ce qu'il est et que vous n'avez pas accès aux détails de cette affaire. Il n'en reste pas moins que cette curieuse affaire d'un détective privé bruxellois appelle une réflexion relative aux activités non seulement de ce détective, mais aussi de beaucoup d'autres.

Ces personnes exercent des filatures, sont appelées parfois à franchir les limites de la légalité ; elles sont très souvent en bonnes relations avec les autorités de police ou de gendarmerie, auxquelles elles peuvent servir d'agents de renseignement pour certaines affaires. Mais il s'agit manifestement d'activités qui pourraient, si elles ne sont pas soumises à une certaine déontologie, aboutir à des débordements, à des excentricités comme celles que nous avons vécues dans le cas de ce James Bond bruxellois.

Ma réflexion consiste donc à vous demander s'il ne serait pas utile que le gouvernement, et plus précisément le ministre de la Justice, se penche sur le phénomène de ces détectives privés, dont le nombre a, semble-t-il, tendance à se multiplier, et s'il ne conviendrait pas de régler le canevas de leurs activités de telle façon qu'à l'instar d'autres agents, ils soient soumis à une surveillance, au respect des règles déontologiques, et que nous n'assistions pas, au travers d'un métier particulier, à de véritables violations de la vie privée dans certains cas, et à de véritables illégalités comme celles qui ont été commises par ce détective bruxellois dans d'autres cas. Voilà ce que je voulais exprimer.

Il est évident que lorsque j'ai demandé à interpeller à ce sujet, j'ignorais que moins d'un mois après, ce détective serait arrêté, et très légitimement, le parquet a eu la même réaction que celle qui fut la mienne en lisant cet article de presse, à savoir qu'il fallait examiner cette affaire d'un peu plus près, ce qu'il a légitimement fait en mettant ce dossier à l'instruction.

Mais il me paraît que le législateur et l'exécutif ne doivent pas rester insensibles à ce phénomène des détectives privés, car demain, de tels écarts pourraient se reproduire. Il s'impose donc, je pense, de surveiller d'un peu plus près cette affaire et de légiférer en la matière.

M. le Président. — La dernière question posée par M. Eerdekens est une question d'ordre général sur le statut de détective privé. En fait, cette profession me paraît plus que légitime. Elle vient, malheureusement, à son heure, parce qu'il ne faut pas perdre de vue qu'en plus de ce que vous avez appelé le « James Bond bruxellois », il apparaîtrait, au travers d'un autre événement, qu'une agence de détectives privés ne faisait rien de moins que d'accepter des contrats de meurtres. Une enquête va dans ce sens-là.

Je crois que la question générale posée par M. Eerdekens à la fin de son interpellation constitue, finalement, le problème le plus important. N'est-ce pas une profession qui devrait être contrôlée et pour laquelle il faudrait avoir plus de garantie ?

La parole est à M. le ministre Olivier, qui remplace M. le ministre Gol.

M. Olivier, ministre des Travaux publics. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je vais essayer de répondre le plus précisément possible aux questions posées par l'honorable intervenant. Comme il s'agit d'affaires qui sont à l'instruction, je vais m'en tenir à mon texte.

1. Il ressort de l'examen de la question de l'honorable membre que la société dont il s'agit s'appelle « S.A. New Security Bureau ». Cette société a notamment exécuté des missions de surveillance avec des motards équipés de tenues et de motos ressemblant à celles de la police. Elle n'a pas obtenu, de la part du ministre de l'Intérieur, de dérogation aux lois des 29 juillet 1934 et 4 mai 1936 relatives aux milices privées.

Depuis plusieurs mois, les autorités judiciaires de Bruxelles ont mené des enquêtes sur les activités de cette société. Le responsable a été placé sous mandat d'arrêt le 3 mars 1986, notamment pour infraction aux lois sur les milices privées. Son mandat d'arrêt a été confirmé le 6 mars par la chambre du conseil du tribunal de première instance de Bruxelles.

2. La Sûreté de l'Etat et les autorités judiciaires ne disposent d'aucune information concernant les activités de contre-espionnage industriel ou de « barbouze » pour certains gouvernements. L'instruction judiciaire en cours devrait permettre de faire la lumière sur l'existence de ces activités et sur leur degré d'illégalité.

3. Lors d'une perquisition effectuée au siège de la société, le 2 mars 1986, la police a découvert des appareils électroniques pouvant permettre des écoutes téléphoniques. L'enquête portera sur le point de savoir si des violations du secret des communications téléphoniques privées ont eu lieu.

Vous formuliez une remarque, Monsieur Eerdekens, quant à la déontologie de cette profession. Il faut dire qu'elle est fortement mise en vedette par le cinéma et la télévision. A la suite des émissions que l'on peut voir sur nos écrans, il faut admettre qu'un certain nombre de personnes pourraient être tentées de devenir des détectives que l'on est tout prêt de considérer comme des héros ! Il faut se rendre compte aussi que les médias jouent un rôle dans la mise en vedette de certaines professions, qui, pour le reste, pourraient être calmement considérées.

Il n'existe pas de réglementation particulière au statut de détective privé. La question est à l'étude, notamment dans le cadre de la nouvelle loi sur l'accès aux professions indépendantes de caractère intellectuel. Cette législation, qui a pu enfin passer le cap du Parlement après dix ans de péripéties, pourrait être utilisée. Il faut que l'organisation professionnelle introduise une requête. Celle-ci peut entraîner la reconnaissance par un arrêté royal.

Voilà une réponse au problème de l'organisation de la profession.

Quant aux sociétés de gardiennage, elles feront l'objet d'une réglementation stricte dans le cadre du projet de loi « sécurité » actuellement soumis au Conseil d'Etat.

Il convient de ramener les choses à leur juste proportion. On parle un peu vite de meurtre. Je ne sais si un meurtre a eu lieu; je ne veux pas le savoir aussi longtemps que l'affaire est entre les mains de la justice.

M. le Président. — Monsieur le Ministre, cela n'a rien à voir avec le dossier précis dont parlait M. Eerdekens.

M. Olivier, ministre des Travaux publics. — Pour le moment, l'affaire est entre les mains de la justice, et il convient donc de la laisser poursuivre. S'il y a meurtre ou infraction et que l'on trouve les coupables, ils seront punis, comme c'est la règle.

M. le Président. — Sur ce point, Monsieur le Ministre, vous semblez être assez peu informé. De fait, le meurtre a eu lieu; personne ne le

conteste. Le problème est de savoir s'il a été commandité directement par l'entreprise de détectives privés ou s'il a été commandité auprès de collaborateurs de cette entreprise. La seule nuance — et elle est encore à l'étude — est celle-là. Le problème n'est pas de savoir si l'on va condamner les coupables. On va les condamner, cela va de soi.

Le problème qui se pose est celui de constater qu'en peu de temps, deux dérapages assez conséquents se sont produits dans le cadre de cette profession. Telle était la question générale qui vous était posée. Vous nous répondez qu'elle est à l'étude. J'ajoute qu'il ne faut pas confondre les deux dossiers précis et qu'ils concernent tous deux la même profession.

La parole est à M. Eerdekens.

M. Eerdekens. — Monsieur le Président, je serai très bref. Je suis satisfait de la réponse du ministre pour ce qui concerne le cas particulier que j'avais évoqué.

Quant au problème général, celui posé par les sociétés de gardiennage, manifestement, les projets à l'étude vont régler la question, et je présume que nous obtiendrons des garanties.

En revanche, en ce qui concerne la profession de détective privé, s'en remettre simplement aux règles d'accès à la profession dans le cadre du ministère des Classes moyennes me paraît un peu insuffisant.

Je me demande s'il ne faudrait pas profiter de la préparation des textes destinés à réglementer les sociétés de gardiennage pour assurer également une réglementation de cette profession tout à fait particulière. Manifestement, ce n'est pas un métier comme un autre. Des gens qui font métier d'exercer des filatures pour compte de particuliers devraient être contrôlés, admis à la profession après concertation et avis des autorités judiciaires.

Je puis vous assurer que je connais la situation de détectives privés qui pourraient sans difficulté aucune passer l'obstacle des règles d'accès à la profession, si elle était réglementée, mais qui ne pourraient pas exercer cette profession de l'avis de certains parquets ou du parquet général, si l'on devait émettre, au niveau des autorités judiciaires, plus qu'un avis d'opportunité sur l'accessibilité à la profession. C'est un métier qui, manifestement, confine au monde judiciaire et qui devrait faire l'objet, au niveau des délivrances d'autorisations, d'un avis précis des parquets concernés, puisque, je le répète, nous sommes dans un domaine très particulier.

Je tenais à soulever ce problème dans un souci de prévenir des accidents comme ceux que nous avons vécus au travers du cas particulier du « James Bond bruxellois », pour reprendre la définition de la presse.

M. le Président. — Si plus personne ne demande la parole, l'incident est clos.

Het incident is gesloten.

Interpellation de M. Eerdekens au ministre des Relations extérieures sur « la présence en Belgique de l'ancien ministre des Finances et de l'Economie du dictateur haïtien Duvalier »

Discussion

Interpellatie van de heer Eerdekens tot de minister van Buitenlandse Betrekkingen over « de aanwezigheid in België van de ex-minister van Financiën en van het Beziensleven van de Haïtiaanse dictator Duvalier »

Bespreking

M. le Président. — Mesdames, Messieurs, l'ordre du jour appelle l'interpellation de M. Eerdekens.

Dames en Heren, aan de orde is de interpellatie van de heer Eerdekens.

La parole est à M. Eerdekens.

M. Eerdekens. — Je vous remercie, Monsieur le Président.

Monsieur le Ministre, nous avons tous constaté avec une certaine satisfaction que la dictature de M. Duvalier avait fait place à un régime que je qualifierais de moins oppressif à Haïti. M. Duvalier et les membres de sa famille ont provisoirement trouvé refuge en France, non pas, semble-t-il, dans le cadre d'un droit d'asile. Nous avons eu écho par la presse, et notamment par le quotidien *Le Soir*, que certains collaborateurs de M. Duvalier pourraient se trouver en Belgique.

Manifestement, ce qui était une suggestion de la presse a trouvé confirmation dans le quotidien *Vers l'Avenir*, qui, le samedi 22 février, révélait la présence en Belgique de M. Frantz Flambert, qui fut le dernier ministre des Finances et de l'Economie du dictateur haïtien. L'article de *Vers*

l'Avenir contenait même une interview de cette personne, qui avait des attaches avec notre pays, puisque ce ministre a fait ses études à Gembloux et qu'il y fut même professeur. D'autre part, il a de la famille en Wallonie. Dans ce cas particulier, il est donc incontestable qu'il a des attaches avec notre pays.

Néanmoins, nous ne pouvons pas perdre de vue ce que fut ce régime oppressif, et j'ai lu avec une certaine curiosité que ce ministre expliquait sa collaboration avec le dictateur haïtien par le souci d'aider, par ses connaissances techniques, les pauvres de son pays à atteindre un peu de bien-être. C'est une curieuse justification d'une collaboration avec un dictateur sanguinaire qui, comme vous le savez, disposait d'une milice privée, celle des « Tontons Macoutes ».

D'autre part, le même article révèle la carrière de ce ministre auprès du dictateur haïtien. Tout d'abord il fut ministre de l'Agriculture, des Ressources naturelles et du Développement rural dès le mois d'août 1984. Ensuite, le 31 décembre 1985, il est nommé ministre de l'Economie et des Finances. Ce ne sera pas pour très longtemps, puisque quelques semaines après, le pouvoir de Duvalier s'est effondré. Ce ministre — et c'est son droit d'avoir une opinion — justifie sa position par le fait qu'il a le sentiment d'avoir aidé son pays en exerçant les responsabilités qui furent les siennes, et il exprime même dans cet article que si c'était à refaire, il le referait.

Je crois que quelles que soient les qualités de technicien de cet ancien ministre, quelles que soient les qualités que la Banque mondiale pourrait lui reconnaître, il n'en reste pas moins qu'il a œuvré aux côtés d'un dictateur sanguinaire, une sorte de dictateur assez particulier, qui, manifestement, n'est guère appréciée par tous ceux qui aiment la démocratie. Qui pourrait, chez nous, envisager un tant soit peu de cautionner les activités d'un tel personnage?

Ce monsieur est ici, selon ce qu'il a déclaré au journal *Vers l'Avenir*, pour se reposer quelques semaines dans un pays qu'il connaît bien. Ma question est de savoir à quel titre il est là. Est-ce en tant que touriste? Suit-il une cure, puisqu'il est là pour se reposer? D'autre part, à supposer qu'il ne soit plus là en touriste, ni en curiste, à quel titre pourrait-il rester ici? S'il devait rester en Belgique à demeure, cela ressemblerait curieusement à un droit d'asile, et je me pose la question de savoir s'il s'impose, malgré les liens personnels de cette personne avec la Belgique, de cautionner sa présence dans notre pays.

M. le Président. — La parole est au ministre des Travaux publics, représentant le ministre de la Justice.

M. Olivier, ministre des Travaux publics. — Monsieur le Président, chers collègues, c'est une assez curieuse affaire, en effet.

Je puis faire savoir à l'honorable membre que M. Flambert Frantz, né à Port-au-Prince, le 18 mai 1944, est arrivé en Belgique en 1966 en qualité d'étudiant à la Faculté des sciences agronomiques de l'Etat à Gembloux. Par la suite, il a été occupé à cette faculté en qualité d'assistant à partir du 1^{er} octobre 1969. En février 1972, il a épousé une ressortissante belge, qui a conservé sa nationalité après son mariage. Ainsi, dès 1972, l'intéressé a obtenu le permis d'établissement en tant que conjoint d'une Belge. Par acte du pouvoir législatif du 8 août 1978, enregistré le 14 novembre 1978, la naturalisation ordinaire lui a été accordée. Il est belge. Dans ces conditions, sa présence en Belgique n'est pas du tout liée à un droit d'asile politique. Il est belge comme vous et moi. Telle est la situation.

M. le Président. — Quelqu'un demande-t-il encore la parole?

M. Eerdekens. — Dans ces conditions, je n'ai plus rien à dire.

M. Klein. — Il n'a le droit de vote qu'aux élections communales, je suppose?

M. le Président. — J'espère qu'il n'habite pas Andenne.

Personne ne demandant plus la parole, l'incident est clos.
Het incident is gesloten.

Interpellatie van de heer Pepermans tot de vice-eerste minister, minister van Justitie en Institutionele Hervormingen over « de problemen die rijzen aangaande de toepassing van de wet van 1 juli 1964 ter bescherming van de maatschappij tegen abnormalen en gewoontemisdadigers evenals de wantoestan-

den in de gevangenis te Merksplas, besproken naar aanleiding van de hongerstaking van een geïnterneerde »

Bespreking

Interpellation de M. Pepermans au vice-premier ministre, ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles sur « les problèmes que posent l'application de la loi du 1^{er} juillet 1964 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude ainsi que les anomalies constatées à la prison de Merksplas à l'occasion de la grève de la faim pratiquée par un interné »

Discussion

De heer Voorzitter. — Dames en Heren, aan de orde is de interpellatie van de heer Pepermans.

Mesdames, Messieurs, l'ordre du jour appelle l'interpellation de M. Pepermans.

De heer Pepermans heeft het woord.

De heer Pepermans. — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Minister, Mijnheer de Staatssecretaris, geachte collega's, op zaterdag 1 februari jongstleden ging een geïnterneerde te Merksplas in hongerstaking tegen het systeem van de interneringen, overeenkomstig de wet van 1 juli 1964 ter bescherming van de maatschappij tegen abnormalen en gewoontemisdadigers. De betrokkene wilde hiermee protesteren tegen de wanpraktijken van de Antwerpse Commissie ter Bescherming van de Maatschappij.

De geïnterneerde is in een tijdspanne van vijftig dagen al eenendertig dagen in hongerstaking en heeft zelfs gedurende vijftien dagen voedsel geweigerd. Ondertussen heeft de man evenwel zijn actie gestopt, maar toch is de problematiek van de geïnterneerde schrijnender dan ooit.

Uit de dossiers van de Liga voor Mensenrechten komen immers verschillende kritieken naar voor. Ten eerste wordt veel geïnterneerd, en bovendien is vaak iedere verhouding zoek tussen de duur van de internering en de aard van het misdrijf. Wij stellen vast dat soms mensen worden geïnterneerd voor heel onbenullige misdrijven. Zo werd zelfs in Antwerpen iemand geïnterneerd nadat hij zijn taxi niet kon betalen. Iemand anders kon zijn onderhoudsgeld niet betalen en werd daarvoor geïnterneerd. In Leuven werd iemand die al « gecollocerd » was, toch nog geïnterneerd omdat hij vier obscene brieven had gestuurd naar minderjarige meisjes. Die brieven waren echter nooit aangekomen, en toch werd die man geïnterneerd, omdat deze oplossing voor de behandelende instelling beter uitkwam. Ik heb het over Bierbeek. Ze moesten hem dan niet telkens gaan terughalen, wanneer hij eventueel ontvlucht was. Het volstond dan gewoon de politie op te bellen om die man terug te laten halen. Bovendien wordt de internering een stok achter de deur, want men kan dan nog altijd dreigen met: « Ge kunt nog altijd naar Merksplas of naar Doornik vliegen. »

Er bestaan dan ook nog toestanden, zoals die van een exhibitionist die veertien jaar geïnterneerd werd of iemand die, wegens smaad aan de politie, ruim tien jaar geïnterneerd zat. Het is mijn overtuiging dat het hier toch wel gaat om mensen waarvoor de omschrijving « gevaar uitmaken voor de maatschappij » voor interpretatie vatbaar is, want dat is nochtans een essentiële voorwaarde voor de internering. Die omschrijving wordt in de werkelijkheid toch wel heel ruim geïnterpreteerd. Sinds geruime tijd wordt daarom gepleit om de internering te beperken tot heel zware geweldsmisdrijven tegen personen. Er is daarvan evenwel nog niets te merken.

Een tweede al herhaaldelijk aangeklaagd euvel betreft de psychiatrische expertises, die in de regel heel kort zijn en erg stereotiep. Nochtans geven zij aanleiding tot heel zwaarwichtige ingrepen, zoals bijvoorbeeld de internering. Zo lezen wij bijvoorbeeld in de expertise van Daniël Verheggen in een zaak die door de Liga voor Mensenrechten op 23 februari 1984 op een persconferentie werd naar voren gebracht, dat men de oorzaken van het exhibitionisme niet kent, dat men exhibitionisme niet kan behandelen en dat de heer Verheggen geen gevaar uitmaakt voor de maatschappij. Deze vaststellingen werden in enkele minuten tijd gedaan door rechtspsychiater Troch en hebben hem nochtans niet belet toch maar de internering aan te bevelen.

Het is mij werkelijk niet duidelijk dat men tot zo een verregaande conclusie kan komen, terwijl men vindt dat de betrokkene geen gevaar oplevert voor de samenleving. Al geruime tijd pleit men trouwens in deze kringen voor een multidisciplinaire equipe, die dit soort expertise zou moeten uitvoeren, een equipe bestaande uit een psychiater, een crimino-

loog en een maatschappelijk werker. Tot op heden werd daar evenwel nog geen werk van gemaakt. Ook is het sinds 1964 beloofde observatie-instituut nog steeds niet gecreëerd.

De geïnterneerde heeft het recht om een tegenexpertise te laten uitvoeren. Hoeveel personen kunnen daar in hun situatie gebruik van maken, want zij kunnen het niet betalen? Op 16 januari 1985 verklaarde de heer Gol hier in de Kamer dat binnen de begroting voor rechtshulp geld zou worden uitgetrokken voor het bekostigen van tegenexpertises. Is dat inmiddels gebeurd? Hoeveel personen hebben daarvan gebruik kunnen maken?

Meer in het algemeen wens ik de minister te vragen welke de criteria zijn om gerechtespecialisten aan te stellen. Welke onverenigbaarheden zijn er ingebouwd en welke controle bestaat er, buiten de tegenexpertises waarmee de commissies ter bescherming van de maatschappij niet eens rekening moeten houden? Welke controle bestaat er op de kwaliteit van deze expertises, die, zoals uit het onderzoek blijkt, heel dikwijls niet worden gelezen? Hebben die expertises dan wel zin?

Een derde punt van kritiek betreft de psychiatrische commissies zelf. Er is niet bepaald op welke grond mensen in deze commissie worden opgenomen. In Leuven is een onderzoeksrechter tevens voorzitter van deze commissie, en de gerechtspychiater, tevens gevangenispsychiater, die probatiebegeleidingen doet, heeft zitting als plaatsvervangend psychiater in de Leuvense Commissie ter Bescherming van de Maatschappij. Eenmaal bij hem aanbeland, zou het in het slechtste geval moeilijk kunnen zijn om aan zijn greep te ontkomen. Is het nog verantwoord dat men geen onverenigbaarheden inbouwt tussen bepaalde functies? Welke stappen onderneemt de Minister om hierin verandering te brengen?

Nog erger is vaak de erbarmelijke kwaliteit van het werk dat door deze commissies wordt gepresteerd. Een onderzoek in Antwerpen, waar men nochtans instaat voor 44 pct. van de interneringen, wees uit dat men gemiddeld slechts twee minuten besteedt aan het behandelen van een dossier. Sommige commissies zijn er niet beter aan toe. In dit verband vertel ik u een grappige anekdote. Op een bepaald moment werd de advocaat van een geïnterneerde naar Merksplas gestuurd. Dit om de onachtzaamheid van de voorzitter te onderstrepen.

Ook meer bepaald in Antwerpen moet de vaak repressieve opstelling van de commissies tegenover de geïnterneerden die als lastige klanten worden beschouwd, worden aangeklaagd. Toen een geïnterneerde, naar aanleiding van incidenten bij de zitstaking van de gevangenen in Merksplas op 30 september 1984, hier een klacht indiende, werd hij overgeplaatst naar de gevangenis van Doornik, waar de bewakers Nederlandsonkundig zijn en waar op het vlak van therapie middeleeuwse situaties heersen.

Hetzelfde overkwam ook de heer Daniël Verheggen, die een tegenexpertise liet doen en er de commissieleden op wees dat zij die ook konden lezen. Een verdere isolatie van deze mensen was het gevolg. Dit is allemaal mogelijk, omdat er geen systematische controle wordt uitgeoefend op de praktijken van deze commissies en omdat er geen intern overleg is tussen de verschillende commissies.

Een vierde punt van kritiek betreft de volledige afwezigheid van therapeutische voorzieningen, op de elite-eenheid van Paive na, die uitgerust is voor negentig goed geselecteerde geïnterneerden. In Merksplas was er voor al de geïnterneerden en gevangenen samen — het gaat over een populatie van meer dan achthonderd mensen — tot januari slechts één maatschappelijk werker. Dat is een situatie die maanden heeft aangesleept en die pas sinds januari werd verholpen door een BTK-regeling. Bovendien verzorgt de part-time psychiater, die gedurende tien uur per week voor de tweehonderd en acht geïnterneerden instaat, ook nog de geïnterneerden van Turnhout. Tevens doet hij de probatiebegeleidingen in het arrondissement Turnhout, begeleidt hij de voorwaardelijk in vrijheid gestelden van Hoogstraten en werkt hij eveneens in een privé-psychiatrische inrichting. Hoe kan men zodoende nog tot ernstig werk komen?

Al deze wantoestanden hebben de minister van Justitie nochtans niet belet om in januari 1985 in de Kamer te verklaren dat de wet op de internering een modelwet mag worden genoemd die de geïnterneerden onderwerpt aan een wetenschappelijk verantwoorde en georganiseerde behandeling. Het is mij helemaal niet duidelijk waar deze behandeling dan wel zou plaatsgrijpen, tenzij misschien in bepaalde privé-psychiatrische inrichtingen, die echter slechts instaan voor 11 pct. van de geïnterneerden.

Ik wijs er verder op dat de minister bij de bespreking van de begroting 1984 reeds bepaalde dat de internering prioriteit nr. 1 van het beleid zou worden. Tot op heden kan men daar niet veel van merken. Integendeel, men verschuilt zich achter het rapport-Legros om de toestand maar te laten betijen.

Als Groenen menen wij dan ook dat het zeer spijtig is dat de koninklijke commissaris, op de vervanging van de Commissie ter Bescherming van de Maatschappij door een executierechtbank na, nauwelijks enige verandering aan de interneringswet heeft vooropgesteld.

Omdat er inderdaad bijna geen therapie is en omdat men, ondanks herhaalde beloftes, toch weer telkens de toestand laat aanmodderen, hebben wij, Groenen, een wetsvoorstel ingediend om de wet ter bescherming van de maatschappij af te schaffen.

Het is zo dat er in de praktijk in de behandeling nauwelijks verschillen zijn met de gewone gevangenen, behalve dan dat deze laatsten weten wanneer zij vrijkomen. Het is ook onze overtuiging dat de gewone privé-ziekenhuizen, als men dan toch de wet gestand houdt, zouden moeten kunnen worden gedwongen, op straf van verlies van hun subsidies, ook geïnterneerden op te nemen. Het lijkt mij dat uw collega van Volksgezondheid ter zake misschien enige wijzigingen aan de ziekenhuiswet zou kunnen overwegen. Inmiddels denk ik dat de toestand voor België onwaardig is.

Verder wijs ik er u ook op dat voor de voorwaardelijke invrijheidstelling op proef geen eenvormigheid van termijnen bepaald is. Daarnaast zijn de opgelegde voorwaarden heel stereotiep, vaag en algemeen. Derhalve worden ze dan ook zeer vaak geschonden. Als gevolg daarvan blijven mensen hun leven lang in het interneringscircuit zitten.

Met betrekking tot de voorwaardelijke invrijheidstelling spelen zich trouwens zeer merkwaardige taferelen af. De heer Marcel Vervloesem, te Merksplas, die tegen dit systeem in hongerstaking is gegaan, werd zo tijdens zijn voorwaardelijke invrijheidstelling op proef veroordeeld. Er werd een probatie opgelegd, omdat hij geen alimentatiegeld had kunnen betalen. Dat is wel moeilijk, want op het ogenblik dat hij dit alimentatiegeld inoest verdienen, zat hij in Merksplas te werken voor anderhalve postzegel per uur. Hiervan kan men moeilijk een alimentatie overhouden.

De betrokkene is dus zowel geïnterneerd als veroordeeld op probatie, terwijl beide systemen elkaar eigenlijk horen uit te sluiten. Als geïnterneerde is men immers niet verantwoordelijk gesteld voor zijn daden. De wet schrijft voor dat het gaat om een ernstige geestesstoornis die wordt opgeheven door de desinternering. Bovendien wordt de probatie veelal als een alternatief voor de internering gezien. De probatie zou moeten worden toegepast voor kleinere misdrijven, terwijl internering zou beperkt kunnen worden tot zware misdrijven of geweldmisdrijven tegen personen. Wat zal de minister doen om deze tegenspraak uit de wereld te helpen?

Tot mijn verbazing heb ik bovendien nog in het rapport-Legros gelezen dat in de toekomst de probanten die hun voorwaarden niet naleven, door de executierechtbank zelfs zonder mogelijkheid tot beroep zouden kunnen worden geïnterneerd. Hierdoor zou de overgang van straf naar maatregel nog vlotter gaan en zouden meer mensen voor kleinere misdrijven in het systeem van de internering terecht komen.

Tot slot moet worden aangestipt dat de procureur en de geïnterneerden geen gelijke rechtsmiddelen hebben, omdat de procureur in verzet kan gaan tegen de plaatsing in een bepaalde instelling of tegen een transfer van een geïnterneerde van de ene instelling naar de andere. De geïnterneerde kan dat niet. Ook dit lijkt mij een tekortkoming aan een wet die volgens de minister alle nodige waarborgen biedt voor het respect voor de individuele vrijheid. Wanneer zal de minister eindelijk werk maken van een degelijke rechtspositie van geïnterneerden en gevangenen? Momenteel hebben de geïnterneerden en gevangenen immers weinig rechten.

Zo ontving de heer Vervloesem in de gevangenis te Merksplas als geïnterneerde een brief van prins Albert. Deze brief was geopend. Men stoort zich niet. Er stond gewoon op genoteerd dat men zich vergist had. Wanneer dergelijke hoge brieven ook geopend worden, stemt dit tot nadenken.

Dat gevangenen en geïnterneerden weinig rechten hebben, wordt op een schrijnende manier geïllustreerd door het feit dat hongerstakers voor hun actie worden gestraft. Sinds de heer Vervloesem zijn actie tegen de Antwerpse commissie startte, kreeg hij strafcel en mocht hij pas vanaf acht uur op zijn bed gaan liggen. Bovendien werden hem allerlei gunsten afgenomen: geen ontspanning, geen muziek, verbod om met anderen in contact te komen, bezoek achter glas, enzovoort. Het gaat hier niet om een gewone gevangene, maar om een geïnterneerde die uiteindelijk in behandeling is. Is het moreel te verantwoorden dat iemand die in zulke omstandigheden in hongerstaking gaat, daarvoor extra wordt gestraft? Zijn dit courante maatregelen in Merksplas? Men kan zich ook afvragen of het nog van deze tijd is om mensen, wanneer zij in de strafcel zitten, te verbieden om vóór 8 uur op hun bed te gaan liggen. Wat hebben ze anders te doen?

Welke maatregelen zal uw administratie nemen om de toestand van de hongerstakers, die vaak dit laatste middel benutten om een signaal te geven naar de overheid, te verzachten?

Mijnheer de Minister, ik hoop dat u zich spoedig ernstig bezint over de toestand van de Belgische geïnterneerden en drastische maatregelen treft, zodat de hongerstaking van betrokkene niet tevergeefs is geweest.

De heer Voorzitter. — De heer Van den Bossche heeft het woord.

De heer Van den Bossche. — Mijnheer de Voorzitter, ik kan de redenering van de interpellant slechts gedeeltelijk volgen, omdat zij voor een stuk de discussie omtrent de wetgeving betreft.

Het is misschien nuttig de wetgeving in vraag te stellen, maar het is evenmin eenvoudig een antwoord te formuleren op de gebeurlijke vernieuwing van die wetgeving. De internering beperken tot zware of tot een bepaald soort misdrijven, heeft tot gevolg dat men zich moet realiseren dat er voor de correctionele rechtbank personen zullen verschijnen die duidelijk onder de wetgeving op de abnormalen vallen en zullen moeten worden gestraft, wat op zich een zeer eigenaardige praktijk wordt. Enerzijds is de *lege ferenda* niet zo eenvoudig, en anderzijds bestaat nu het probleem dat men, onafhankelijk van de zwaarwichtigheid van het misdrijf, zodra die zwakke geestestoestand wordt vastgesteld, kan worden geïnterneerd, zelfs voor relatief lichte feiten. Deze internering kan heel lang duren, zodat er geen enkele relatie meer bestaat tussen de duurtijd van de internering en de zwaarwichtigheid van het misdrijf. Uit deze cirkel zal men niet makkelijk uitraken.

Ik ben het eens met de interpellant dat er binnen het huidige systeem een reeks zaken verkeerd lopen. Zo is het recht op verdediging in de realiteit een illusie. Meestal worden voor de verdediging jonge advocaten aangesteld, die de kans krijgen tien minuten vóór de zitting het dossier te lezen en die niet de lef hebben zo nodig de leden van de onderzoekscommissie op hun plaats te zetten. In veel gevallen gebeurt de verdediging in afwezigheid van de persoon in kwestie. Kortom, op papier lijkt die verdediging heel mooi, maar in werkelijkheid heeft het weinig om het lijf.

Waar tijdens deze interpellatie werd op gewezen, en wat mij ook stoort, is de problematiek van de voorwaarden. Er worden voorwaarden voor vrijlating gesteld, en bij de minste overtreding, zoals bijvoorbeeld het bezoeken van herbergen, wordt de betrokkene opnieuw ingerekend. Dat komt neer op misbruik. Wanneer de geïnterneerde voorwaardelijk vrijkomt, dan moet volgens mij de geestestoestand van de betrokkene normerend zijn om hem al dan niet opnieuw op te nemen, maar niet het niet naleven van allerlei voorwaarden.

Ook de expertise is een doodoener, alhoewel zij ondertekend wordt door een psychiater. Meestal heeft die persoon er niet de nodige tijd voor uitgetrokken, gezien de eraan verbonden betalingsvoorwaarden. Voor de toegekende tarieven zal geen enkele advocaat, laat staan een psychiater, bereid zijn zich ten volle in te zetten. Hetzelfde geldt voor de commissies. Op dit ogenblik bestaat er inzake de rechtspraak van de commissies een licentiata- of doctoraatssthesië die in Antwerpen is tot stand gekomen. Deze toont aan dat de ene commissie fundamenteel verschilt van de andere qua rechtspraak en methode, zodat er geen lijn kan getrokken worden voor het ganse rechtsgebied België. Ook in verband met de samenstelling van de commissies heb ik al mijn twijfels. Dat veronderstelt een wetswijziging.

Het laatste punt waar ik de interpellant moet gelijk geven, is de therapeutische opvang. Die is gedegradeerd tot de opbergsituatie. We stellen vast dat de wet op de abnormalen van toepassing is, we bergen ze op, en voor het overige vegen wij er feestelijk onze zolen aan. Dat is de werkelijkheid. Er is geen ernstige opvang. Waarschijnlijk kan die niet worden betaald. Daar kan ik volgen, maar dan moet men ook de gevolgen voor het beleid trekken.

Volgens mij moet men beseffen dat het niet opgaat heel veel te interneren. Het is beter minder en dus enkel zwaardere gevallen te interneren. Ik ben het niet eens met de interpellant wanneer hij zegt dat de zwaardere gevallen moeten worden bepaald door de zwaarwichtigheid van het misdrijf. Ik zou minder aan de zwaarwichtigheid van het misdrijf willen tillen dan aan de toestand van de betrokkene in kwestie. Ik denk dat, als u daar het veld limiteert, er minder mensen zullen moeten worden opgevangen. Met hetzelfde bestand aan personeel en dezelfde aanwending van de financiën krijgt men dan op zijn minst de mogelijkheid een betere therapeutische verzorging te leveren. De manier waarop het nu gebeurt, is natuurlijk zinloos.

Als plaatsvervanger is u misschien minder op de hoogte, maar uw collega, minister Gol, weet zeer goed hoe het er bijvoorbeeld in Doornik aan toegaat. Daar krijgt men het desolate beeld van een silo waar een aantal mensen die onder de wet op de abnormalen vallen, zijn opgestapeld

en die men laat vegeteren in de hoop dat ze niet te lang zullen blijven leven. Als u dat bekijkt, blijft slechts het adjectief « mensionwaardig » over. Niemand stoort zich daar aan, omdat het meestal gaat om de uitgestoten van de maatschappij, die in vele gevallen door hun eigen familie verlaten zijn. Het is echter een zwaar maatschappelijk probleem, en dit op twee niveaus. Ten eerste op het niveau van de wettelijke discussie, waar ik niet zo zeker weet of men het ganse systeem moet omwerpen, zoals in de interpellatie wordt gesuggereerd. Ik suggereer ter zake dat een verkleinend veld van toepassing zou zijn en opteer ervoor enkel in geval van zwaarwichtiger abnormaliteit te interneren. Ten tweede vraag ik dat er onmiddellijk, in de huidige situatie, zowel op het vlak van het recht op verdediging, van de toepassing van voorwaarden, van de commissies, van de expertises als van de therapeutische opvang maatregelen worden getroffen.

M. le Président. — La parole est au ministre des Travaux publics, qui remplace le vice-premier ministre et ministre de la Justice.

M. L. Olivier, ministre des Travaux publics. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, M. Pepermans fait allusion à une déclaration faite par M. Gol le 16 janvier 1985. Il s'agit, en l'occurrence, de la réponse fournie le 16 janvier 1985 devant la Chambre des représentants, en séance plénière, à l'interpellation du député Declercq concernant le problème de l'« internement ». Qu'il me soit permis de citer un extrait de cette réponse à M. Declercq: « Comme l'honorable membre, je regrette que les internés dont les moyens financiers sont faibles se trouvent dans l'impossibilité matérielle de faire appel à cette contre-expertise médicale. En effet, si l'assistance judiciaire d'un avocat leur est garantie par la loi, il n'en est pas de même de l'assistance médicale. Or, il faut souligner que, dans le cadre de la loi de défense sociale, la défense médicale est aussi importante que la défense judiciaire. Par conséquent, il est regrettable que l'assistance médicale gratuite ne soit pas prévue par la loi. Je m'engage ici même à rechercher une solution adéquate à ce problème dans le cadre de la loi sur l'assistance judiciaire, peut-être même déjà à l'occasion du feuilleton pour le prochain budget... »

Or, les difficultés d'ordre budgétaire auxquelles le gouvernement se voit confronté et les mesures d'austérité qu'il s'est imposées n'ont pas permis d'inscrire au feuilleton d'ajustement relatif à l'exercice 1985 des crédits pouvant être affectés aux prestations des experts médicaux. D'autre part, il ressort d'un examen complémentaire que les concepts d'assistance judiciaire en général et du *pro deo* en particulier, tels qu'ils sont définis dans le Code judiciaire, ne se prêtent en fait pas des mieux à une application dans le cadre de la procédure en matière d'internement. C'est ce qui a amené à renoncer à ce projet initial pour opter en faveur de l'élaboration d'une réglementation avec spécifiquement sur l'assistance médicale dans le contexte de la loi de défense sociale.

Les services de la Justice préparent un projet de loi insérant un article 28bis dans la loi du 1^{er} juillet 1964. Ce nouvel article prévoira la faculté, sous certaines conditions, de faire appel gratuitement à l'assistance d'un médecin-conseil. Dans un même temps seront introduites dans le règlement général sur les frais de justice des règles relatives à la rémunération des experts en question. J'espère pouvoir soumettre sous peu ce projet de loi au Parlement, projet qui, d'ailleurs, contiendra également une disposition relative au droit d'interjeter appel contre les décisions prises par les commissions.

En ce qui concerne l'incompatibilité dans le chef des médecins qui sont membres des commissions et sont intervenus dans une affaire en qualité d'experts, je voudrais noter préalablement que la Cour de cassation considère en général que les commissions agissent comme des juridictions lorsqu'elles statuent sur une question relative à la liberté individuelle de l'intéressé. Il s'agit d'une jurisprudence constante depuis 1968. Le principe selon lequel personne ne peut être à la fois juge et partie dans une même affaire, et qui se retrouve du reste dans l'article 292 du Code judiciaire, s'applique naturellement aussi aux commissions lorsqu'elles statuent sur une question relative à la liberté individuelle des intéressés. Etant donné que cela a trait à un principe de droit général considéré comme une règle fondamentale de l'administration de la justice, il n'est pas nécessaire de l'inscrire explicitement dans la loi de 1964.

Par ailleurs, en 1962 déjà, le ministre de la Justice Vermeulen a adressé une circulaire aux présidents des commissions afin d'attirer leur attention sur la nécessité, pour les experts, de se retirer, le cas échéant, lorsque la commission doit statuer sur un cas qui a réclamé leur intervention. Je me permets de signaler enfin que c'est en principe à l'intéressé ou à son avocat qu'il incombe de recourir au moyen de droit qui consiste à proposer devant la commission la récusation de l'expert.

L'établissement pénitentiaire de Merksplas compte un assistant social nommé à titre définitif et travaillant en coopération avec deux autres

assistants sociaux, lesquels sont des chômeurs mis au travail. La procédure de recrutement d'un assistant social supplémentaire sous le régime du stage des jeunes est en cours. Le même établissement compte également deux médecins anthropologues employés à temps partiel, dont l'un occupe aussi un emploi à temps partiel à l'annexe psychiatrique de la prison de Turnhout et dont l'autre est attaché à l'établissement pénitentiaire de Hoogstraten.

Une grève de la faim ne donne pas automatiquement lieu à un rapport disciplinaire ni à un placement en cellule de punition. Dans le cas évoqué par l'honorable membre, le gréviste de la faim a été placé dans la section cellulaire de la prison de Merksplas, parce que ce lieu permettait un meilleur contrôle de son action que le pavillon où sont hébergés les anormaux internés auteurs d'infractions. Il a été examiné et entendu régulièrement par le médecin. Aucun problème médical ne s'est posé. Il ne s'agissait donc manifestement pas d'une mesure disciplinaire. Dans la section cellulaire, l'intéressé a été soumis à la réglementation interne applicable à tous les détenus, laquelle prévoit notamment que le lit ne peut être employé pendant la journée. L'intéressé en question a déjà utilisé la grève de la faim à plusieurs reprises dans le but de provoquer une modification de la loi du 1^{er} juillet 1964.

De heer Voorzitter. — De heer Pepermans heeft het woord.

De heer Pepermans. — Ik dank de Minister voor zijn uitvoerig antwoord.

In verband met die laatste terechtwijzing, wijs ik erop dat de betrokkene in een strafcel werd geplaatst, maar dat hij tegelijkertijd ook de gevolgen onderging van die strafcel. Bijgevolg kon men hem beter controleren en hem eventueel medisch beter volgen, wat gepaard ging met de interne reglementering. Wanneer hij daarenboven nog al zijn gunsten verliest, lijkt mij dat niet zo evident te zijn. Dat zou, naar mijn mening, vanuit humane en medische overwegingen beter moeten worden bekeken. Daarnaast juich ik wel het idee toe dat een wetsontwerp wordt voorbereid. Ik ben zeer benieuwd wanneer dat inderdaad zal geconcretiseerd zijn.

De heer Voorzitter. — De heer Van den Bossche heeft het woord.

De heer Van den Bossche. — Ik wens thans slechts één opmerking te maken, want de rest zullen wij bespreken wanneer het ontwerp in discussie komt. Wat mij eens te meer stoort, is de slaafsheid waarmee ministers komen goedpraten wat de administratie heeft uitgespookt. Bijgevolg stel ik voor dat wij, in dat verband, de minister afschaffen en dat de directeur zijn nota's rechtstreeks naar het Parlement stuurt.

M. L. Olivier, ministre des Travaux publics. — Ce serait une erreur.

De heer Van den Bossche. — Dat weet u niet, in de mate dat de minister alleen maar komt voorlezen wat de directeur op papier schrijft. Ik wijs erop dat de structurele machtsmisbruiken in de gevangnissen beneden alles zijn. De arrogantie van een reeks directeurs is ziekelijk. Zelfs over diegenen die een goede naam hebben wanneer zij met pensioen gaan, zou ik nog veel kwaad kunnen vertellen. Evenwel, de slaafsheid waarmee opeenvolgende ministers telkens weer gewoon komen voorlezen, zonder enige vorm van kritiek, wat de administratie schrijft, maakt dat u die toestand alleen maar bestendigt.

Ik wil niet direct pleiten voor een systeem van beklagrechten, waar wij uiteindelijk misschien wel moeten toe komen. Het gaat echter niet op dat een politieke overheid zich geroepen voelt, zonder onderzoek, altijd maar te dekken wat zijn administratie doet en dit meent te moeten doen, zelfs te goeder trouw. Dat is een stuk abdiceren van de politieke verantwoordelijkheid. Hierdoor wordt het trouwens zinloos over dergelijke zaken te interpelleren. Het is mogelijk dat onze collega niet eens weet dat het antwoord van de minister op voorhand door de directeur wordt opgesteld, waarna de minister het komt voorlezen. Ik ken dit reeds lange tijd en voel alleen misprijzen voor de antwoorden die door sommige directeurs worden geschreven, zodat ik daar niet eens wil op ingaan. Op deze manier dekt u de misbruiken, en wanneer er dan kwalijke zaken naar boven komen, wast de minister zijn handen in onschuld. Dat is een verkeerd politiek systeem, waarvoor ik u wil waarschuwen.

De heer Voorzitter. — Het incident is gesloten.
L'incident est clos.

Interpellation de M. Mottard au vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles sur « la pratique du Haut commissariat pour les réfugiés refusant de motiver ses décisions sur les demandes de reconnaissance et les conséquences qu'en tirent les cours et tribunaux »

Discussion

Interpellatie van de heer Mottard tot de vice-eerste minister en minister van Justitie en Institutionele Hervormingen over « de handelwijze van het Hoog Commissariaat voor de Vluchtelingen, dat weigert zijn beslissingen in verband met de aanvragen om erkenning te motiveren, en de gevolgen die de hoven en rechtbanken daaruit trekken »

Bespreking

M. le Président. — Mesdames, Messieurs, l'ordre du jour appelle l'interpellation de M. Mottard.

Dames en Heren, aan de orde is de interpellatie van de heer Mottard.

La parole est à M. Mottard.

M. Mottard. — Monsieur le Président, Monsieur le Ministre de la Justice, le 22 février 1985 — il y a donc treize mois —, j'ai posé une question écrite au ministre de la Justice, et — divine surprise! — j'ai obtenu une réponse. Je parle d'une surprise, parce que nous avons été amenés à constater que le taux des réponses du ministre de la Justice aux questions parlementaires écrites était presque aussi mauvais que l'indice de satisfaction encore accordé à votre gouvernement!

Bref, cette fois-là, j'ai reçu une réponse à ma question, qui était la suivante: « Le Haut commissariat pour les réfugiés statue sur la demande de reconnaissance de réfugiés politiques sans motiver en rien ses décisions. Ne conviendrait-il pas, dès lors, de reconnaître, conformément d'ailleurs à une décision récente de la Cour d'appel de Liège, qu'un ordre d'expulsion basé sur une semblable décision aucunement motivée du Haut commissariat est illégal? Ne conviendrait-il pas, en outre, vu cette pratique regrettable, de remettre en question la délégation de pouvoirs donnée au Haut commissariat? » Ma question reposait sur différentes décisions de justice, notamment de la Cour d'appel de Liège, statuant en référé, déclarant qu'un ordre d'expulsion du ministre de la Justice basé sur la non-reconnaissance de la qualité de réfugié politique par le Haut commissariat, refusant de motiver sa décision, avait toute apparence d'illégalité.

J'ai reçu une réponse, dont voici la teneur: « Les questions relatives aux décisions concernant les demandes de reconnaissance de la qualité de réfugié soulevées par l'honorable membre fait actuellement l'objet d'une étude au sein d'un groupe de travail composé de représentants du ministère des Affaires étrangères, du Haut commissariat pour les réfugiés et mon département, où ces questions seront examinées à la lumière de la jurisprudence et des obligations internationales de la Belgique en la matière. Je ne manquerai pas, dit le ministre de la Justice, de vous faire connaître en temps utile la suite à réserver aux conclusions de cette étude. » De telle sorte que, moi qui ai toujours confiance, je m'imaginai que ce « temps utile » ne dépasserait pas quelques semaines, ou au plus quelques mois. J'ai donc attendu, de la part de ce groupe de travail composé, je le répète, de représentants du Haut commissariat pour les réfugiés, du département des Affaires étrangères et du département de la Justice, les conclusions promises de la concertation qui avait été convenue.

Nous devons souvent constater que la connexion entre le département de la Justice et celui des Relations extérieures n'est pas toujours parfaite. Mais est-ce la raison pour laquelle, treize mois après la promesse qui me fut faite, il apparaît qu'aucun résultat n'est acquis? Ce groupe de travail s'est-il réuni ou non? Existe-t-il réellement des conclusions ou fait-il conclure que la situation reste la même? Je suis revenu à charge en avril 1985, et en mai 1985, j'ai reçu une réponse du ministre, qui annonçait que nous connaîtrions bientôt les résultats de la concertation.

Pour le moment, toutes les décisions de justice déclarent qu'il y a une apparence manifeste d'illégalité. Si la Belgique est un Etat de droit, en attendant les conclusions de ce groupe de travail qui nous étaient annoncées à bref délai, ne conviendrait-il pas de ne plus procéder à des expulsions qui sont sanctionnées par les cours et tribunaux? J'ai reçu une réponse, qui est la suivante: « J'ai connaissance de l'arrêt de la Cour d'appel de Liège auquel se réfère l'honorable membre. Cet arrêt confirme une ordonnance de référé au premier juge, qui, sans considérer comme illégale la mesure d'éloignement prise par mon département à la suite de la décision négative du délégué du Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés sur le bien-fondé de la demande de reconnaissance de la

qualité de réfugié comme l'entend l'honorable membre, a tout de même considéré que l'ordre de quitter le territoire, pris consécutivement à une prise de position non motivée du Haut commissariat pour les réfugiés, est un acte en apparence illégal qui donne lieu à référé civil. » Conséquemment et « vu l'urgence », il a fait défense au département de mettre à exécution la mesure, « en attendant qu'il ait été statué par le juge du fond. »

« Etant donné qu'une action au fond a été intentée contre l'Etat belge, représenté par le ministre des Relations extérieures — action actuellement toujours pendante —, alors qu'il n'existe aucun précédent où une juridiction de fond a considéré qu'un ordre de quitter le territoire pris à la suite d'une décision négative du Haut commissariat pour les réfugiés sur le bien-fondé de la demande de la qualité de réfugié serait illégal, je n'estime pas qu'il y a lieu de procéder comme le suggère l'honorable membre. Du droit applicable, spécialement des termes de l'article 77 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, je considère d'ailleurs que mon département ne peut que constater l'existence de la décision du délégué du Haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés. »

Seule cette autorité internationale, par la délégation de compétence qui lui est attribuée, et en vertu de la loi, est compétente en Belgique pour statuer sur le bien-fondé de demandes de reconnaissance de la qualité de réfugié. J'avais ouvert le dossier et j'attends les décisions. Nous sommes actuellement en mars 1986, et j'ai sous les yeux des décisions récentes, rendues encore en janvier 1986, dans les mêmes termes que depuis la fin de 1984. Ces mesures ont toute l'apparence de l'illégalité.

Je constate donc, Monsieur le Ministre de la Justice, que l'on procède encore maintenant à des expulsions sur base d'une décision qui a toutes les apparences de l'illégalité. Un accord devait intervenir pour mettre fin à une pratique inadmissible. Vous devez obtenir que le Haut commissariat pour les réfugiés accepte enfin de motiver ses décisions, ce qui me paraît indispensable. Vous connaissez le projet de loi déposé par M. Gol sur la nécessité pour les tribunaux en matière répressive de motiver leurs décisions. Est-ce qu'une reconnaissance de réfugié politique ou un refus de cette reconnaissance n'est pas une question capitale pour l'intéressé? N'a-t-il pas le droit de connaître la raison pour laquelle cette qualité lui est refusée? Tous les cours et tribunaux estiment que cette pratique est inacceptable.

Votre gouvernement, bien qu'il ait annoncé depuis février 1985 que le problème était à l'étude, nous laisse toujours dans l'ignorance des conclusions du groupe de concertation Haut commissariat pour les réfugiés, ministère des Relations extérieures et ministère de la Justice.

Voici donc l'objet de mon interpellation: Vous m'avez promis de me faire connaître la suite de cette concertation commencée en février 1985. Quel est le résultat de ces travaux? Si ces travaux n'ont pas abouti encore à un accord, allez-vous continuer à obliger les réfugiés politiques qui n'ont pas obtenu leur reconnaissance sans en connaître les raisons à faire choix d'un conseil, à saisir les juges ou référés et à provoquer toute une série de procès où l'Etat sera condamné à surseoir à des ordres d'expulsion, de telle sorte qu'il existe une incertitude en la matière?

Je pense, Monsieur le Ministre de la Justice, qu'il serait tout à fait impossible de vous borner à me dire que le problème reste à l'étude. Ou bien, puisque le Haut commissariat ne veut pas motiver ses décisions, vous nous dites que la loi doit être modifiée et qu'il faut retirer cette délégation, ou bien vous obtenez qu'enfin, en cette matière — c'est élémentaire du point de vue des droits de l'homme —, le Haut commissariat accepte de motiver ses décisions. J'attends avec intérêt et curiosité, en ne doutant pas que vous reconnaîtrez le retard tout à fait regrettable de treize mois, une réponse que je vous demande précise.

M. le Président. — La parole est à M. Eerdeken.

M. Eerdeken. — Monsieur le Président, je m'associe à la demande de M. Mottard, parce qu'il est un principe de notre Constitution — l'article 97 — selon lequel tout jugement doit être motivé. Dans le cas présent, il ne s'agit pas d'un jugement, j'en conviens, mais la décision a la similitude d'un jugement. Or, manifestement, en ne motivant pas la décision, on s'inscrit *a contrario* d'une obligation constitutionnelle. C'est tout ce que je voulais ajouter à l'intervention de M. Mottard.

M. L. le Président. — La parole est au ministre des Travaux publics, qui remplace le vice-premier ministre et ministre de la Justice.

M. Olivier. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je puis d'abord confirmer que depuis 1984, certaines juridictions statuant en

référé, et plus particulièrement celles de Liège, estiment que les décisions par lesquelles le délégué en Belgique du Haut commissariat pour les réfugiés refuse de reconnaître la qualité de réfugié à un étranger ne sont pas conformes au droit belge, dans la mesure où elles ne sont pas motivées conformément à l'article 62 de la loi du 15 décembre 1980. En conséquence, ces juridictions en ont conclu que la mesure d'éloignement prise sur une telle base est un acte en apparence illégal, et elles ont donc interdit au ministre de la Justice de mettre cette mesure à exécution jusqu'à ce que les juridictions de fond se soient prononcées sur ce problème. Actuellement, aucune décision sur le fond n'est intervenue.

Il ressort du droit actuellement applicable, spécialement des termes de l'article 77 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement, l'éloignement des étrangers, que le département de la Justice ne peut que constater l'existence de la décision négative du délégué du Haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés. Par la délégation de compétence qui lui est attribuée en vertu de la loi, seule cette autorité internationale est en effet compétente en Belgique pour statuer sur le bien-fondé des demandes de reconnaissance de la qualité de réfugié.

Quoi qu'il en soit, je puis signaler à l'honorable membre que le gouvernement vient de décider la reprise de l'éligibilité des réfugiés en Belgique, décision qui repose non seulement sur l'élément relevé ci-avant, mais également sur les constatations suivantes:

1) Lors de l'examen en 1980 du projet de loi sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, la commission de la Justice du Sénat avait estimé que la délégation par le ministre des Affaires étrangères au Haut commissariat pour les réfugiés devait être « subordonnée aux garanties assurées par le droit belge en matière de défense, de motivation et de recours » (*Doc. parl.*, sess. 1980-1981, n° 521/2, p. 19).

2) Depuis quelques années, le nombre d'étrangers qui demandent à être reconnus comme réfugiés ne cesse de s'accroître. Or, il apparaît, à la suite de l'examen de leur demande, que la plupart de ces candidats réfugiés ne remplissent pas les conditions fixées par la Convention de Genève de 1951 relative aux réfugiés, et que ce sont essentiellement des raisons économiques qui justifient leur demande.

3) La division de la procédure de reconnaissance en deux phases, soit l'examen de la recevabilité de la demande par le ministre de la Justice, d'une part, et l'examen du bien-fondé de la demande par le Haut commissariat pour les réfugiés, d'autre part, provoque un certain retard dans le traitement des dossiers.

Dans ces conditions, et eu égard à la demande formulée par le Haut commissariat d'être déchargé de la mission d'éligibilité qui lui avait été confiée en 1954, le conseil des ministres, en sa séance du 7 février 1986, a examiné la problématique des réfugiés dans son ensemble sur la base des travaux d'un groupe de travail — je réponds ainsi à votre question, Monsieur Mottard —, auquel participaient les différents départements concernés, à savoir: les services du premier ministre, du ministère de la Justice, des Relations extérieures, de l'Intérieur, du Budget, des Communications, de l'Environnement et de l'Emancipation sociale.

La décision a été que les attributions du Haut commissariat soient reprises par le gouvernement belge sur la base des principes suivants:

1) Fusionner en une seule phase l'examen de la recevabilité et du bien-fondé de la demande.

2) Confier cette double mission à une nouvelle autorité administrative à créer auprès du Ministre de la Justice.

3) Prévoir, dans le cas de demandes manifestement abusives, la possibilité de statuer rapidement.

4) Créer auprès de cette nouvelle autorité administrative une commission de recours composée de trois membres et présidée par un magistrat, commission à laquelle participerait le Haut commissariat pour les réfugiés.

5) Prévoir l'obligation de motiver les décisions négatives.

Je puis conclure en précisant qu'un avant-projet de loi sera préparé dans les meilleurs délais en vue de réaliser les objectifs définis.

M. le Président. — La parole est à M. Mottard.

M. Mottard. — Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, il n'est peut-être pas exclu que mon insistance ait pu inciter le gouvernement à examiner ce problème.

Si je vous ai bien compris, Monsieur le Ministre, un projet de loi sera déposé bientôt, projet tendant à modifier la loi accordant cette délégation aux commissariats. Sans vouloir faire de polémique, je crains que ce projet de loi n'aboutisse pas rapidement. Pourtant, la matière est importante et difficile.